

Nederlandse versie hieronder

Protocole d'accord pour l'adhésion à la centrale d'achats BRUX'Koop

Dans le cadre d'un appel à projets de « *Mutualisation de services dans l'Accord non-marchand bruxellois 2021-2024* » pour les services agréés et subventionnés par :

COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

Pour l'application du présent protocole, il faut entendre par :

- **Le pouvoir adjudicateur organisateur (PAO)** : la CODEF (Fédération représentative du secteur à profit social) qui se charge du lancement et de la passation des marchés publics destinés aux pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires.
- **Le pouvoir adjudicateur bénéficiaire (PAB)** : les associations agréées et/ou subventionnées relevant de la COCOF, de la COCOM ou de la Région Bruxelles-Capitale qui adhèrent à la Centrale.
- **Centrale** : un pouvoir adjudicateur qui passe des marchés publics ou conclut des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs, d'entreprises publiques ou d'entités adjudicatrices.
- **Protocole** : le présent Protocole d'accord qui détermine les conditions générales pour la mise en œuvre et le fonctionnement de la Centrale entre le PAO et les PAB.
- **Adhésion** : la décision d'adhésion à la Centrale prise par l'organe d'administration de chaque PAB.
- **Soumissionnaire** : l'opérateur économique qui présente une offre dans le cadre des marchés publics passés par la Centrale. Le terme « opérateur économique » couvre à la fois les notions d'entrepreneur, fournisseur et prestataire de services.
- **Adjudicataire** : le soumissionnaire avec lequel la Centrale conclut un marché public.

Préambule

Le présent protocole a pour objet de régir les modalités d'adhésion à une centrale d'achats, dans le cadre de l'appel à projet "*Mutualisation de services dans l'Accord non-marchand bruxellois 2021-2024*".

Ce projet s'inscrit dans la thématique de la mutualisation des besoins transversaux et intersectoriels du secteur non-marchand bruxellois prévus dans le « Point 6. Mutualisations » de l'Accord Non-Marchand 2021-2024.

Un budget a été alloué pour développer un appel à projets conjoint en matière de mutualisations, à destination des partenaires de la concertation tripartite en charge de la mise en œuvre des mesures du Protocole du 23 décembre 2021.

Ce budget est financé de manière égale par la COCOF et IRISCARE, qui en assureront la gestion. L'objectif est de mettre en place des mesures innovantes de mutualisation et de support, activant des effets de levier et visant à renforcer les différents secteurs par l'organisation d'une plus grande transversalité des fonctions ainsi que la consolidation de leurs composantes structurelles (logistique, matérielle, infrastructure, ...).

En vue de répondre à cet objectif, La Coordination et défense des services sociaux, culturels et environnementaux (CODEF) a été désignée pour créer une centrale d'achats qui lance une série de marchés publics, dont un premier marché public pour les assurances, au bénéfice des ASBL entrant dans le périmètre de l'accord.

Pour la COCOF, les dispositifs concernés sont les suivants :

- **Politique des Personnes handicapées**

- Centres de jour
- Centres de jours/enfants scolarisés
- Centres d'hébergement
- Entreprises de travail adapté
- Services d'appui à la communication et à l'interprétation en langue des signes
- Services d'accompagnement
- Services d'accueil familial
- Services de loisirs inclusifs
- Services de soutien aux activités d'utilité sociale
- Services de participation par des activités collectives
- Services d'Appui à la formation professionnelle
- Projets particuliers agréés

- **Affaires sociales**
 - Centres d'action sociale globale
 - Centres de planning familial
 - Maisons d'accueil
 - Médiation dettes
 - Services d'aide à domicile
- **Santé**
 - Centres de coordination de soins et services à domicile
 - Services de santé mentale
 - Centres d'accueil téléphonique
 - Associations de santé intégrée (Maisons médicales)
 - Services de soins palliatifs et continués
 - Services actifs en matière de toxicomanie
- **Cohésion sociale**
- **Insertion Socio-professionnelle**
- **Promotion de la Santé**
- **Bureau primo-arrivants**
- **Centre régionaux**

Pour la COCOM, les dispositifs concernés sont les suivants :

- **Politique des Personnes handicapées**
 - Centres de jour et hébergement
 - Habitat accompagné
 - Centres AVJ
- **Initiative d'habitation protégée**
- **Services Sociaux Généraux**
 - Aide aux justiciables
 - Services sociaux
 - Services d'Aide à domicile
 - Services garde à domicile
 - Plannings familiaux
 - Centre d'accueil de jour pour personnes âgées
- **Santé**
 - Maisons de soins psychiatriques
 - Services santé mentale
 - Équipe multidisciplinaire de soins palliatifs

- **Adultes en difficulté**
 - Accueil d'urgence
 - Asile de nuit
 - Hébergement d'urgence
 - Maraude
 - Travail de rue
 - Services d'Accueil de jour
 - Maison d'accueil
 - Guidance à domicile
 - Housing First
- **Maisons de repos et maisons de repos et de soins**
- **Centres de soins de jours**
- **Convention de revalidation**

Pour la RBC, les dispositifs concernés sont les suivants :

- **Insertion socio-professionnelle/Mission locales pour l'Emploi**
- **Locale Werkwinkels**
- **Économie sociale mandatée en Insertion**

Les avantages offerts par la centrale d'achats pourront être étendus à d'autres organismes, selon les décisions prises par les gouvernements de la Région de Bruxelles-Capitale.

Les Parties

Le présent protocole est conclu

Entre

Coordination et Défense des services sociaux, culturels et environnementaux (CODEF), ASBL, dont le siège social est situé rue du Trixhay, 15 à 4020 Liège (BCE 0478.328.675), valablement représentée par,

ci-après dénommée « La CODEF », ou « le PAO »

ET

L'ASBL, dont le siège social est situé rue (BCE), valablement représentée par, ci-après dénommée « le PAB ».

Vu le Code des sociétés et des associations ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu le champ d'application de la réglementation relative aux marchés publics s'appliquant aux organismes privés du secteur non-marchand (PAB) qui répondent aux conditions suivantes :

- Être constitué en personne morale (ASBL) ;
- Satisfaire à des besoins d'intérêt général ;
- Remplir au moins un des critères suivants :
 - L'activité est financée majoritairement par les autorités publiques (50%, y compris les aides à l'emploi et réductions de cotisations sociales, ...) ;
 - Plus de la moitié des membres de l'organe de direction, d'administration ou de surveillance sont désignés par les autorités publiques ;
 - Leur gestion est soumise à un contrôle des autorités publiques (ex : pouvoir subsidiant).

Considérant que la réglementation relative aux marchés publics permet à un pouvoir adjudicateur de s'ériger en centrale d'achats pour prester des services d'activités d'achat

centralisées et auxiliaires ;

Considérant l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une Centrale de passer des marchés publics pour le compte de PAB ;

Considérant l'article 47, § 2, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics disposant qu'un PAB qui recourt à une Centrale est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Attendu que les PAB signataires du Protocole qui acquièrent des biens, des services ou des fournitures par le biais de la Centrale sont considérés comme ayant respecté les obligations relatives à la passation des marchés publics, pour autant que la Centrale ait elle-même respecté la réglementation relative aux marchés publics ;

Attendu que le PAO agit en tant que Centrale ;

Attendu que la Centrale permettra d'offrir aux PAB une assistance plus large dans la gestion des marchés publics ;

Considérant que le PAB doit faire ou veut faire appel aux services de la Centrale via le PAO ;

Considérant que le PAB qui n'est pas soumis à la réglementation relative aux marchés publics peut également bénéficier de l'ensemble des marchés publics aux mêmes conditions et sans distinction, et ce, dès son adhésion à la Centrale ;

Considérant que l'adhésion à cette Centrale permettra de réaliser des économies d'échelle non-négligeables, c'est-à-dire :

- ✓ Minimiser les coûts d'acquisition de services ou de biens grâce au poids que constitue l'ensemble des associations bruxelloises agréées et/ou subventionnées ;
- ✓ Economiser de l'argent et du temps en évitant les procédures, les formalités de recherche et de négociation de ses marchés ;
- ✓ Améliorer la qualité de l'offre de services et/ou de biens ;
- ✓ Être dispensé de l'obligation d'organiser soi-même une procédure de passation complexe de marché public ;
- ✓ Mettre en concurrence les conditions obtenues par la Centrale vis-à-vis d'autres prestataires.

Considérant qu'il y a lieu de fixer un cadre régissant la collaboration entre le PAO et les PAB.

Les parties ont convenu ce qui suit :

Chapitre 1 : Principes et limites

Art. 1 : Le Protocole s'applique aux marchés publics conclus par la Centrale dans le cadre de l'appel à projets "Mutualisation de services dans l'Accord non-marchand bruxellois 2021-2024".

Art. 2 : Le PAB bénéficie des marchés publics conclus par la Centrale à partir de la signature du Protocole.

Art. 3 : La signature du protocole n'implique aucune obligation dans le chef du PAB de souscrire à l'offre de l'adjudicataire dans le cadre des marchés publics conclus par la Centrale.

Art. 4 : Le PAB n'est tenu à aucune exclusivité vis-à-vis de l'adjudicataire d'un marché conclu par la Centrale. Le PAB peut, pendant la durée de l'adhésion, faire appel à d'autres adjudicataires ou à ses propres services pour la réalisation de services identiques ou analogues à ceux décrits dans les documents de marchés publics faisant l'objet de la Centrale.

Art. 5 : La mise en place de la Centrale n'est exécutée qu'à concurrence des moyens disponibles du PAO.

Art. 6 : Toutes les parties veulent que la simplification administrative soit de mise. La participation à la Centrale ne doit pas conduire à l'alourdissement de la charge administrative pour aucune des parties.

Chapitre 2 : Mise en place de la Centrale

Art. 7 : Les associations, intéressées par la Centrale se manifestent via la signature du protocole d'accord.

Art. 8 : En signant le protocole, le PAB adhère à la Centrale.

Art. 9 : La décision d'adhésion au présent protocole est prise par l'organe compétent du PAB.

Art. 10 : Le PAO assure l'ensemble des opérations nécessaires à la préparation et à la passation des marchés publics dans le respect de la réglementation des marchés publics. Les documents nécessaires à la passation seront soumis à une procédure de contrôle d'un ou de plusieurs experts consultants.

Art. 11 : Pour informer les soumissionnaires et en vue d'obtenir des couvertures répondants aux besoins des PAB, le PAO organisera une récolte de données auprès des PAB. Chaque PAB s'engage à fournir les informations requises dans les délais spécifiés par le PAO. La personne de contact désignée est **Monsieur/Madame**

.....
(Mentionner également le numéro de contact et l'adresse e-mail directe).

Art. 12 : Le PAO sera attentif et tiendra compte de la valeur à approuver ou de l'estimation de l'ensemble des besoins pour le calcul des seuils de publicité conformément à la réglementation applicable.

Chapitre 3 : Cotisation à la Centrale

Art. 13 : Le PAO n'est pas rémunéré pour ses prestations par le PAB. L'adhésion à la centrale d'achats et la passation des marchés est totalement gratuite. La collaboration entre le PAO et les PAB a lieu à titre gratuit.

Chapitre 4 : Exécution

Art. 14 : Chaque PAB se charge de l'exécution des marchés pour les commandes qui lui sont propres. Ceci implique qu'il passe directement commande à l'adjudicataire du marché, vérifie les déclarations de créance et paye les factures dans le délai prévu.

Art. 15 : Le PAO ne se porte pas caution du PAB.

Art. 16 : Le PAO ne peut pas être tenu responsable si les adjudicataires refusent de contracter avec le PAB ou s'ils résilient les contrats pour des raisons étrangères au cadre prévu par le cahier spécial des charges. Le PAO n'est pas non plus responsable en cas d'augmentation de la prime par les adjudicataires pour autant que pareille augmentation soit dûment motivée et prévue dans l'accord-cadre liant la Centrale et l'adjudicataire.

Chapitre 5 : Information annuelle et confidentialité

Art. 17 : Le PAO veillera à ce que les adjudicataires lui communiquent sur une base annuelle les montants des commandes passées par les PAB dans le cadre de la Centrale.

Art. 18 : Le PAB a l'obligation de répondre aux demandes formulées par le PAO, en ce compris les demandes permettant de tenir à jour ses données.

Art. 19 : Le PAO veillera à réaliser des évaluations sur les marchés avec les adjudicataires et les PAB si cela est nécessaire.

Art. 20 : Sans préjudice de leurs obligations légales et réglementaires en matière de motivation et d'information, les parties s'engagent à traiter confidentiellement les clauses et conditions des marchés publics dont elles ont connaissance dans le cadre de l'exécution du présent Protocole.

Chapitre 6 : Responsabilités

Art. 21 : Le PAO s'engage à tout mettre en œuvre pour la réalisation des procédures de marchés publics mais ne peut garantir que les procédures aboutiront effectivement à la conclusion des marchés.

Le PAO est tenu à une obligation de moyen.

Art. 22 : Le PAO n'est responsable que de la passation des marchés publics et des commandes particulières qu'il passe en tant que Centrale.

Art. 23 : L'exécution des marchés n'est pas confiée au PAO. Les PAB sont responsables de l'exécution des marchés dans le cadre des commandes qu'ils passent.

Art. 24 : Chaque PAB s'engage, pour les commandes le concernant, à supporter toutes les conséquences directes ou indirectes, mêmes judiciaires, d'un retard ou défaut de paiement.

Chapitre 7 : Litiges

Art. 25 : En cas de litiges entre le PAB et l'adjudicataire, le PAB gérera en toute autonomie les litiges liés à l'exécution du contrat avec l'adjudicataire.

Art. 26 : En cas de litiges concernant l'attribution d'un marché, le PAO en informera le PAB. Toutefois, le PAO gérera en toute autonomie les litiges liés à l'attribution d'un marché.

Art. 27 : Tout contentieux entre le PAB et le PAO sera d'abord réglé à l'amiable. A défaut, les Cours et Tribunaux de Liège seront compétents.

Chapitre 8 : Durée

Art. 28 : Le Protocole est conclu pour une durée indéterminée. Toute partie peut signifier sa volonté de ne plus être lié par le Protocole moyennant un courrier adressé par recommandé au plus tard six mois avant le 31 décembre.

Le Protocole entre en vigueur pour chaque partie à la date de sa signature.

Chapitre 9 : Nullité partielle

Art.29 : Au cas où l'un des articles du présent Protocole devrait être déclaré nul ou non valable, seule la partie de cet article qui est nulle ou non valable sera supprimée. L'autre partie de cet article ainsi que l'ensemble des autres articles resteront valablement d'application. Les Parties remplaceront l'article (ou partie d'article) qui est nul ou non valable par un article (ou partie d'article) permettant d'obtenir le même résultat économique.

Chapitre 10 : Accord intégral

Art.30 : Le Protocole comprend l'accord intégral entre les Parties et remplace tous les précédents accords écrits ou oraux, contrats, offres, correspondances ou propositions concernant l'objet ci-dessus mentionné.

Chapitre 11 : Modification

Art.31 : Le Protocole ne peut être modifié que par un écrit signé par chacune des Parties.

Fait à....., le

En deux exemplaires originaux, chaque partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire

Signatures :

Pour la CODEF,

Pour le PAB,

Représentant légal

Représentant légal

Avec le soutien de



Akkoordprotocol voor toetreding tot het aankoopcentrale BRUX'Koop

In het kader van een projectoproep "Delen van diensten in het Brusselse non-profitakkoord 2021-2024" voor de diensten erkend en gesubsidieerd door:



COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

Bij toepassing van onderhavig protocol, wordt verstaan onder:

- **Organiserende aanbestedende dienst (OAD):** CODEF (representatieve federatie van de socialprofitsector) die verantwoordelijk is voor het opstarten en plaatsen van overheidsopdrachten bestemd voor de begunstigde aanbestedende diensten.
- **Begunstigde aanbestedende dienst (BAD):** de door de COCOF, de COCOM of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest erkende en/of gesubsidieerde verenigingen, die lid zijn van de Centrale.
- **Centrale:** een aanbestedende dienst die overheidsopdrachten plaatst of raamovereenkomsten sluit voor werken, leveringen of diensten voor rekening van aanbestedende diensten, overheidsbedrijven of aanbestedende entiteiten.
- **Protocol:** onderhavig Akkoordprotocol dat de algemene voorwaarden bepaalt voor uitvoering en werking van de Centrale tussen de OAD en de BAD's.
- **Toetreding:** de beslissing om toe te treden tot de Centrale, genomen door het bestuursorgaan van elke BAD.
- **Inschrijver:** de economische actor die een offerte indient in het kader van de door de Centrale geplaatste overheidsopdrachten. De term "economische actor" dekt tegelijk de noties van aannemer, leverancier of dienstverlener.
- **Opdrachtnemer:** de inschrijver met wie de Centrale een overheidsopdracht sluit.

Preamble

Onderhavig Protocol is bedoeld om de voorwaarden te regelen voor toetreding tot een aankoopcentrale, in het kader van de projectoproep "*Delen van diensten in het Brussels non-profitakkoord 2021-2024*".

Dat project sluit aan bij het thema van de bundeling van transversale en intersectorale noden van de Brusselse non-profitsector voorzien in "Punt 6. Delen" van het non-profitakkoord 2021-2024.

Er is een budget toegekend voor het opstellen van een gezamenlijke projectoproep in verband met gedeeld gebruik, bestemd voor partners van het tripartiete overleg dat verantwoordelijk is voor uitvoering van de maatregelen van het Protocol van 23 december 2021.

Dat budget wordt op gelijke wijze gefinancierd door de COCOF en IRISCARE, die zullen instaan voor het beheer ervan. Het is de bedoeling om innoverende maatregelen voor gedeeld gebruik en ondersteuning in te voeren, die hefboomeffecten doen ontstaan en die erop gericht zijn de verschillende sectoren te versterken door de functies op een meer overkoepelende wijze te organiseren en hun structurele bestanddelen (logistiek, materieel, infrastructuur, ...) te consolideren.

Om dit doel te bereiken, is de CODEF aangewezen om een aankoopcentrale op te richten die een reeks overheidsopdrachten lanceert, waaronder een eerste overheidsopdracht voor verzekeringen, ten behoeve van de vzw's die binnen het toepassingsgebied van de overeenkomst vallen.

Voor de COCOF gaat het om de volgende voorzieningen:

- **Beleid inzake personen met een beperking**
 - Dagcentra
 - Dagcentra/schoolgaande kinderen
 - Verblijfscentra
 - Maatwerkbedrijven
 - Ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking
 - Begeleidingsdiensten
 - Diensten voor gezinsopvang
 - Diensten voor inclusieve vrijetijdsbesteding
 - Ondersteuningsdiensten voor activiteiten van maatschappelijk belang
 - Diensten voor participatie via collectieve activiteiten
 - Ondersteuningsdiensten voor beroepsopleiding
 - Bijzondere erkende projecten

- **Sociale Zaken**
 - o Centra voor globale sociale actie
 - o Centra voor gezinsplanning
 - o Opvangtehuizen
 - o Schuldbemiddeling
 - o Diensten voor thuishulp
- **Gezondheid**
 - o Coördinatiecentra voor thuiszorg en -diensten
 - o Diensten voor geestelijke gezondheidszorg
 - o Centra voor teleonthaal
 - o Verenigingen voor geïntegreerde gezondheidszorg (medische huizen)
 - o Diensten voor palliatieve en continue zorg
 - o Diensten op het vlak van verslaving
- **Sociale cohesie**
- **Sociaaleconomische inschakeling**
- **Gezondheidspromotie**
- **Onthaalbureau voor nieuwkomers**
- **Gewestelijke centra**

Voor de COCOM gaat het om de volgende voorzieningen:

- **Beleid inzake personen met een beperking**
 - o Dag- en verblijfscentra
 - o Begeleid wonen
 - o Centra voor hulpverlening bij activiteiten in het dagelijks leven (ADL)
- **Initiatieven voor beschut wonen**
- **Algemene sociale diensten**
 - o Diensten voor justitieel welzijnswerk
 - o Sociale diensten
 - o Diensten voor thuiszorg
 - o Thuisoppasdiensten
 - o Diensten voor gezinsplanning
 - o Centra voor dagopvang van ouderen
- **Gezondheid**
 - o Psychiatrische verzorgingstehuizen
 - o Diensten voor geestelijke gezondheidszorg
 - o Multidisciplinaire teams voor palliatieve zorg

- **Volwassenen in moeilijkheden**
 - Noodopvang
 - Nachtopvang
 - Noodhuisvesting
 - Daklozenronde
 - Straathoekwerk
 - Diensten voor dagopvang
 - Opvangtehuizen
 - Thuisbegeleiding
 - Housing First
- **Rusthuizen en rust- en verzorgingstehuizen**
- **Centra voor dagverzorging**
- **Revalidatieovereenkomst**

Voor het BHG gaat het om de volgende voorzieningen:

- **Sociaaleconomische inschakeling/Missions locales pour l'Emploi**
- **Lokale Werkwinkels**
- **Sociale economie gemandateerd voor inschakeling**

De voordelen aangeboden door de inkoopcentrale kunnen worden uitgebreid naar andere organisaties, afhankelijk van de beslissingen genomen door de regeringen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Partijen

Onderhavig protocol wordt gesloten

Tussen

Coordination et Défense des services sociaux, culturels et environnementaux (CODEF), ASBL, met maatschappelijke zetel rue du Trixhay, 15 te 4020 Luik (KBO 0478.328.675), geldig vertegenwoordigd door,

hierna "CODEF", of "de OAD" genoemd

en

De vzw, met maatschappelijke zetel (KBO), geldig vertegenwoordigd door, hierna "de BAD" genoemd.

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 inzake plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Gelet op het toepassingsgebied van de regelgeving inzake overheidsopdrachten die betrekking hebben op particuliere organisaties uit de non-profitsector (BAD's) die voldoen aan de volgende voorwaarden:

- Rechtspersoonlijkheid hebben (vzw);
- Voldoen aan de noden van algemeen belang;
- Voldoen aan ten minste een van de volgende criteria:
 - De activiteit wordt hoofdzakelijk gefinancierd door de overheid (50%, inclusief tewerkstellingsmaatregelen en verlaging van socialezekerheidsbijdragen, ...);
 - Meer dan de helft van de leden van de directie, van de raad van bestuur of van de raad van toezicht is aangeduid door de overheid;
 - Hun beheer is onderworpen aan toezicht door de overheid (bv.: subsidiërende overheid).

Aangezien de regelgeving inzake overheidsopdrachten een aanbestedende dienst toestaat om op te treden als aankoopcentrale voor het verlenen van diensten voor gecentraliseerde en aanvullende aankoopactiviteiten;

Gelet op artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, die toestaat dat een Centrale overheidsopdrachten plaatst voor rekening van een BAD;

Gelet op artikel 47, § 2, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, die bepaalt dat een BAD die een beroep doet op een Centrale vrijgesteld is om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat de ondertekenende BAD's van dit Protocol die goederen, diensten of leveringen verwerven via de Centrale, worden geacht de verplichtingen inzake het plaatsen van overheidsopdrachten te hebben nageleefd, voor zover de Centrale zelf de regelgeving inzake overheidsopdrachten heeft nageleefd;

Overwegende dat de OAD optreedt als Centrale;

Overwegende dat de Centrale het mogelijk zal maken om de BAD's ruimere bijstand te bieden bij het beheren van overheidsopdrachten;

Overwegende dat de BAD via de OAD een beroep moet of wil doen op de diensten van de Centrale;

Overwegende dat de BAD die niet onderworpen is aan de regelgeving inzake overheidsopdrachten ook gebruik kan maken van alle overheidsopdrachten tegen dezelfde voorwaarden en zonder onderscheid, en dit vanaf zijn toetreding tot de Centrale;

Overwegende dat de toetreding tot die Centrale het mogelijk zal maken om niet te verwaarlozen schaalvoordelen te verkrijgen, dat wil zeggen:

- ✓ Minder kosten voor het verwerven van diensten of goederen dankzij het gewicht van alle erkende en/of gesubsidieerde Brusselse verenigingen;
- ✓ Een besparing van geld en tijd door het vermijden van procedures en formaliteiten bij het zoeken naar en onderhandelen over opdrachten;
- ✓ Een betere kwaliteit van het aanbod aan diensten en/of goederen;
- ✓ Vrijstelling van de verplichting om zelf een complexe procedure voor het plaatsen van een overheidsopdracht te organiseren;
- ✓ Vergelijking van de door de Centrale verkregen voorwaarden tegenover die van andere dienstverleners.

Overwegende dat het nodig is om een kader vast te stellen om de samenwerking tussen de OAD en de BAD's te regelen.

Komen de partijen het volgende overeen:

Hoofdstuk 1: Principes en beperkingen

Art. 1: Het Protocol geldt voor overheidsopdrachten gesloten door de Centrale in het kader van de projectoproep "Delen van diensten in het Brusselse non-profitakkoord 2021-2024".

Art. 2: De BAD kan gebruik maken van de door de Centrale gesloten overheidsopdrachten vanaf ondertekening van het Protocol.

Art. 3: De ondertekening van het Protocol brengt voor de BAD geen enkele verplichting met zich mee om in te schrijven op het aanbod van de opdrachtnemer in het kader van de door de Centrale gesloten overheidsopdrachten.

Art. 4: De BAD is tot geen enkele exclusiviteit verplicht tegenover de opdrachtnemers van een door de Centrale gesloten opdracht. De BAD kan tijdens de duur van aansluiting, een beroep doen op andere opdrachtnemers of op zijn eigen diensten voor het uitvoeren van diensten die identiek of vergelijkbaar zijn met degene beschreven in de documenten van de overheidsopdrachten die het voorwerp zijn van de Centrale.

Art. 5: De Centrale zal slechts worden uitgevoerd ten belope van de beschikbare middelen van de OAD.

Art. 6: Alle partijen wensen dat er sprake is van administratieve vereenvoudiging. De deelname aan de Centrale mag voor geen van de partijen leiden tot meer administratieve last.

Hoofdstuk 2: Oprichting van de Centrale

Art. 7: De verenigingen die zich willen aansluiten bij de Centrale, doen dit door ondertekening van het Akkoordprotocol.

Art. 8: Door het Protocol te ondertekenen, treedt de BAD toe tot de Centrale.

Art. 9: De beslissing tot toetreding tot onderhavig Protocol wordt genomen door het bevoegde orgaan van de BAD.

Art. 10: De AOD voert alle handelingen uit die nodig zijn ter voorbereiding en plaatsing van overheidsopdrachten met inachtneming van de regelgeving inzake overheidsopdrachten. De voor de plaatsing vereiste documenten worden onderworpen aan een controleprocedure door een of meer deskundige adviseurs.

Art. 11: Om de inschrijvers te informeren en om een dekking te verkrijgen die beantwoordt aan de noden van de BAD's, zal de OAD gegevens verzamelen bij de BAD's. Elke BAD verbindt zich ertoe om de vereiste inlichtingen te verstrekken binnen de door de OAD bepaalde termijnen. De aangewezen contactpersoon is de heer/mevrouw

.....
(Vermeld ook het rechtstreekse contactnummer en e-mailadres).

Art. 12: De OAD moet aandacht hebben voor en rekening houden met de goed te keuren waarde of de raming van alle noden voor het berekenen van de publicatiedrempels in overeenstemming met de geldende regelgeving.

Hoofdstuk 3: Bijdragen aan de Centrale

Art. 13: De OAD wordt door de BAD niet voor zijn diensten vergoed. Het lidmaatschap van de aankoopcentrale en het plaatsen van opdrachten zijn volledig gratis. De samenwerking tussen de OAD en de BAD's gebeurt gratis.

Hoofdstuk 4: Uitvoering

Art. 14: Elke BAD is verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdrachten voor zijn eigen bestellingen. Dat betekent dat hij de bestelling rechtstreeks plaatst bij de opdrachtnemer, de schuldvorderingen controleert en de facturen betaalt binnen de voorziene termijn.

Art. 15: De OAD staat niet borg voor de BAD.

Art. 16: De OAD kan niet aansprakelijk worden gesteld indien de opdrachtnemers weigeren een contract te sluiten met de BAD of als zij de contracten opzeggen om redenen die buiten het door het bestek voorziene kader vallen. De OAD is evenmin verantwoordelijk in geval van een verhoging van de premie door de opdrachtnemers, op voorwaarde dat die stijging naar behoren wordt gemotiveerd en voorzien is in de raamovereenkomst tussen de Centrale en de opdrachtnemer.

Hoofdstuk 5: Jaarlijkse informatie en vertrouwelijkheid

Art. 17: De OAD ziet erop toe dat de opdrachtnemers hem elk jaar de bedragen meedelen van de bestellingen die de BAD's in het kader van de Centrale hebben geplaatst.

Art. 18: De BAD is verplicht om te antwoorden op de verzoeken van de OAD, met inbegrip van verzoeken die het mogelijk moeten maken om zijn gegevens up-to-date te houden.

Art. 19: De OAD zorgt ervoor dat er indien nodig evaluaties van de opdrachten worden uitgevoerd met de opdrachtnemers en de BAD's.

Art. 20: Onverminderd hun wettelijke en reglementaire verplichtingen op het vlak van motivatie en informatie verbinden de partijen zich ertoe de clausules en voorwaarden van overheidsopdrachten waarvan zij kennis hebben in het kader van de uitvoering van onderhavig Protocol, vertrouwelijk te behandelen.

Hoofdstuk 6: Verantwoordelijkheden

Art. 21: De OAD verbindt zich ertoe alles in het werk te stellen om de procedures van overheidsopdrachten uit te voeren, maar kan niet garanderen dat de procedures daadwerkelijk zullen leiden tot het sluiten van opdrachten.

De OAD heeft een inspanningsverplichting.

Art. 22: De OAD is alleen verantwoordelijk voor het plaatsen van overheidsopdrachten en specifieke bestellingen die hij plaatst als Centrale.

Art. 23: De uitvoering van de opdrachten wordt niet toevertrouwd aan de OAD. De BAD's zijn verantwoordelijk voor de uitvoering van de opdrachten in het kader van de bestellingen die zij plaatsen.

Art. 24: Elke BAD verbindt zich ertoe om voor de hem betreffende bestellingen alle rechtstreeks of onrechtstreekse, zelfs gerechtelijke gevolgen, van laattijdige of niet-betaling te dragen.

Hoofdstuk 7: Geschillen

Art. 25: In geval van geschillen tussen de BAD en de opdrachtnemer, zal de BAD zelfstandig met de opdrachtnemer de geschillen in verband met de uitvoering van het contract regelen.

Art. 26: In geval van geschillen met betrekking tot de gunning van een opdracht, zal de OAD de BAD daarvan op de hoogte brengen. Maar de OAD zal volledig zelf de geschillen regelen die verband houden met de gunning van een opdracht.

Art. 27: Elk geschil tussen de BAD en de OAD wordt eerst in der minne geregeld. Als dat niet mogelijk is, zijn de hoven en rechtbanken van Luik bevoegd.

Hoofdstuk 8: Duur

Art. 28: Het Protocol wordt gesloten voor onbepaalde tijd. Elke partij kan te kennen geven dat zij niet langer door het Protocol wenst gebonden te zijn, door middel van een aangetekende brief die uiterlijk zes maanden vóór 31 december wordt verzonden.

Het Protocol treedt voor elke partij in werking op de datum van ondertekening.

Hoofdstuk 9: Gedeeltelijke nietigheid

Art. 29: Indien een van de artikelen van onderhavig Protocol nietig of ongeldig wordt verklaard, wordt alleen het nietige of ongeldige deel van dat artikel geschrapt. Het andere deel van dat artikel en ook alle andere artikelen blijven geldig. De partijen vervangen het nietige of ongeldige artikel (of deel van een artikel) door een artikel (of deel van een artikel) waarmee hetzelfde economische resultaat kan worden bereikt.

Hoofdstuk 10: Volledige overeenkomst

Art. 30: Het Protocol omvat de volledige overeenkomst tussen de partijen en vervangt alle eerdere schriftelijke of mondelinge overeenkomsten, contracten, offertes, briefwisseling of voorstellen met betrekking tot het hierboven vermelde onderwerp.

Hoofdstuk 11: Wijzigingen

Art. 31: Het Protocol mag alleen worden gewijzigd door een schriftelijk document dat door elk van de partijen ondertekend is.

Opgemaakt te....., op

In twee originele exemplaren, waarvan elke partij erkent een exemplaar te hebben ontvangen

Handtekeningen:

Voor CODEF,

Voor de BAD,

Wettelijk vertegenwoordiger

Wettelijk vertegenwoordiger

Met de steun van

